

502

**A R R E T E N° SGAR/00**  
en date du - 5 DEC. 2000

portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties non protégées de l'église de Boresse à BORESSE-ET-MARTRON (Charente-Maritime), y compris la sacristie et le bâtiment accolé.

Le préfet de la région Poitou-Charentes,  
Préfet du département de la Vienne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite,

- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;
- VU la loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés ;
- VU le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région ;
- VU le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites, et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;
- VU l'arrêté en date du 22 août 1949 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la façade de l'église de Boresse à BORESSE-ET-MARTRON (Charente-Maritime) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes entendue, en sa séance du 4 avril 2000 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'église de Boresse à BORESSE-ET-MARTRON (Charente-Maritime), ainsi que sa sacristie et le bâtiment accolé présentent un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de leur grande homogénéité architecturale et de leur qualité archéologique.

**A R R E T E**

Article 1er : Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les parties non protégées par l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 22 août 1949 de l'église de Boresse à BORESSE-ET-MARTRON (Charente-Maritime), ainsi que la sacristie et le bâtiment accolé, situés sur la parcelle n° 1016, d'une contenance de 4 a 81 ca, figurant au cadastre section B, et appartenant à la commune de BORESSE-ET-MARTRON (Charente-Maritime), identifiée sous le n° SIREN : 211 700 547.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 22 août 1949 susvisé.

Article 3 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée au Ministère de la culture et de la communication sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 4 : Il sera notifié par le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) au maire de la commune propriétaire intéressé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal et à l'affectataire par simple courrier. Une notification administrative en sera faite au préfet du département concerné, qui sera responsable, en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à POITIERS, le - 5 DEC. 2000  
Le préfet de la région  
Poitou-Charentes,

  
Jean-Pierre RICHER

POUR AMPLIATION

Par déléation,

Le Directeur Régional  
des Affaires Culturelles

  
Daniel BARROY

ARRÊTÉ.

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE.

BUREAU  
DES TRAVAUX ET CLASSEMENTS.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le façade de l'Eglise de Boriesse à BORIESSE  
et MARTRON - ( Charente Maritime)

appartenant à la commune de Boriesse et Martron

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de Boriesse et  
Martron

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 22 AOÛT 1949

Par déléguation  
Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.